Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 26 (1946)
Heft: 3

Artikel: L'avenir de l'économie française
Autor: Ventenat, Marcel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-888731

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La situation économique de la France est à l'heure actuelle fort grave. Bien que le pays soit libéré depuis dix-huit mois et la guerre terminée depuis près d'un an, les conditions de vie matérielle de la population sont encore bien difficiles, le niveau atteint par la production reste très insuffisant et les perspectives d'amélioration de cette situation sont, à vrai dire, peu encourageantes. Aussi les Français sont-ils déçus, inquiets et mécontents, tandis qu'à l'étranger on est quelque peu surpris de constater à quel point ce pays a de peine à retrouver son équilibre et à amorcer son redressement.

Sans doute, bien des erreurs ont-elles été commises en France depuis la libération, sans doute l'atmosphère qui y règne encore à l'heure actuelle n'est-elle pas ce qu'elle devrait être. Mais un examen objectif de la situation, malgré tout ce qu'il comporte de constatations assez sombres, permet cependant d'espérer que l'avenir démentira les impressions défavorables que l'on peut avoir en ce moment.

Un fait essentiel domine la situation économique française. C'est le déséquilibre profond qui existe en ce moment entre les besoins du pays qui sont immenses et les moyens fort réduits qu'il a de les satisfaire.

La production de biens de consommation reste très inférieure au niveau qui serait nécessaire. L'agriculture française n'a fourni cette année que des récoltes inférieures d'environ 50 p. 100 à la moyenne de celles d'avant-guerre. Sans doute, la sécheresse exceptionnelle de l'année 1945 en est-elle, dans une large mesure, responsable. Mais même avec des conditions atmosphériques normales, le niveau de la production serait resté nettement au-dessous des besoins. Depuis cinq ans, en effet, les moyens de production dont dispose l'agriculture française sont allés en diminuant d'année en année. La pénurie d'engrais, de chevaux, de carburants, de produits anticryptogamiques, d'aliments du bétail, l'état d'usure avancé d'un matériel agricole déjà insuffisant, le manque de main-d'œuvre, tout cela ne pouvait permettre aux campagnes françaises d'apporter à l'alimentation de la population autant de produits qu'avant la guerre. Or, à cette époque, la France était déjà tributaire de l'importation dans une proportion de 13 p. 100 pour satisfaire l'ensemble de ses besoins alimentaires.

L'industrie, en raison de la pénurie de charbon, d'électricité, de matières premières, connaît un indice d'activité moyen atteignant à peine la moitié de celui de 1938, c'est-à-dire d'une période où la crise économique sévissait encore sévèrement en France. Si on se réfère à 1929, c'est le tiers seulement de l'activité de cette époque qu'a atteint vers la fin de 1945 l'industrie française.

Mais l'activité économique française ne saurait être limitée à la satisfaction des besoins de la consommation. Les besoins d'investissement sont considérables car la France est aujourd'hui en présence d'une double nécessité : reconstruire ce que la guerre a détruit sur son territoire et doter le pays de l'équipement moderne qui lui est indispensable, si elle veut pouvoir produire dans des conditions de rendement et de prix de revient comparables à celles de la plupart des autres pays industriels.

En outre, il faut absolument qu'elle consacre une partie de sa production à l'exportation car même si elle obtient des crédits extérieurs, elle serait rapidement dans l'impossibilité de s'assurer la totalité des importations qui lui sont indispensables.

On a déjà beaucoup parlé de l'immensité des destructions que la guerre a provoquées sur le territoire français et qui sont évaluées au double environ de celles que le pays avait subies au cours de la première guerre mondiale : 1 million 900.000 immeubles endommagés dont près de 500.000 entièrement détruits, un système de transports très gravement atteint, des ports systématiquement ravagés par l'occupant avant son départ, nombre d'industries de transformation sérieusement touchées.

Mais on fait en général beaucoup moins allusion à la situation difficile qui résulte pour la France de l'insuffisance d'un équipement qu'elle a commis la grave faute de négliger, pendant la période qui s'est écoulée entre les deux guerres. C'est un fait qu'après la reconstruction des ruines de la première guerre, elle a cessé d'investir à un rythme comparable à celui de la plupart des autres pays industriels. Il en est résulté un vieil-

lissement dangereux de ses outillages, une mise en valeur insuffisante de ses ressources en énergie, un retard considérable dans l'équipement de son agriculture, une aggravation assez rapide des conditions de logement d'une très large fraction de sa population, un recul presque humiliant de sa marine marchande.

Or la guerre n'a fait qu'aggraver les choses. Pendant quatre longues années d'une lourde occupation, il n'a pas été question pour elle de consacrer un effort de quelque importance à son équipement, les autorités allemandes contrôlant étroitement toute construction nouvelle, allant jusqu'à interdire la reconstruction d'immeubles détruits lors des combats de 1940.

Les outillages français ne pouvant être entretenus faute de matières, se sont usés à une cadence accélérée. Le retard que la France avait déjà en 1939 s'est depuis dangereusement accentué, d'autant plus que les pays belligérants et certains États neutres ont considérablement développé leurs moyens de production.

Quant au problème de l'exportation, il se présente aujourd'hui pour la France sous un jour particulièrement sombre pour diverses raisons.

La première résulte de ce que la population française manque encore de beaucoup de choses essentielles et qu'il est difficile de la priver d'une part importante de la faible production française pour l'envoyer à l'étranger.

La seconde tient au fait que, par suite d'un équipement vétuste et insuffisant, les prix de revient français sont à l'heure actuelle très élevés par rapport aux prix mondiaux.

La troisième est la conséquence de cinq années d'isolement, pendant lesquelles les courants commerciaux ont été bouleversés et où beaucoup de ses débouchés habituels ont disparu.

La quatrième enfin réside dans le fait que depuis trop longtemps, nombre de producteurs n'ont pas suffisamment maintenu dans le monde la réputation de qualité qui avait dans le passé été un des arguments essentiels en faveur de la production française.

En résumé, la situation économique française est incontestablement très difficile à l'heure actuelle et il serait vain de le dissimuler.

Est-ce à dire que l'avenir du pays soit très sérieusement compromis? Sans vouloir faire preuve d'un optimisme excessif, nous ne le pensons pas malgré ce que beaucoup d'étrangers, qui observent objectivement ce qui se passe en France, considèrent comme les graves erreurs de la politique française à l'heure actuelle.

Le recul du potentiel économique français entre les deux guerres a une cause profonde, rarement mise en avant, mais qui n'en est pas moins réelle et qui tient dans les conséquences de la guerre de 1914-1918.

Cette guerre a coûté très cher à la France et absorbé une forte part du capital qu'elle avait en 1914, part qui a été d'autant plus importante qu'elle a dû, pratiquement seule, assurer le financement de la reconstruction de ses régions dévastées. Ce qu'elle a dépensé de la sorte n'a plus été par la suite disponible pour assurer l'équipement du pays et de son empire. Mais il y a eu un fait encore plus grave, à savoir l'importance des pertes humaines qu'elle a subies. Entre 1914 et 1920, soit sur les champs de bataille, soit à la suite de blessures ou de maladies graves, près de deux millions d'hommes de 20 à 40 ans ont disparu de la communauté française et cette terrible saignée a particulièrement touché les jeunes élites du pays. Il en est résulté un vieillissement dangereux de la population qui s'est traduit par une sérieuse diminution de l'esprit d'entreprise et du goût du risque qui sont les véritables moteurs du progrès. Sur le plan politique même, surtout à partir de 1930, on a constaté un déséquilibre profond. Si à 20 ans on est plus ou moins révolutionnaire et après 60 ans conservateur, à 40 ans on est, par contre, encore épris de progrès tout en ayant perdu l'esprit d'aventure. Et les brusques oscillations du pendule politique français dans les dix années qui ont précédé la dernière guerre ont dans une très large mesure pour explication l'amenuisement de cet élément d'équilibre qu'en politique on appelle le « centre » et qui est constitué en très grande majorité par les hommes d'âge moyen, ceux-là même qui avaient supporté tout le poids de la précédente guerre. Or, les erreurs commises sur le plan politique n'ont pas été sans avoir de graves répercussions sur le plan économique. En 1939, la France était à peu près le seul pays qui n'était pas encore sorti de la grande crise économique mondiale et depuis dix ans elle avait presque cessé d'investir.

Les conséquences de la guerre 1939-1945

seront peut-être moins lourdes, malgré l'ampleur des pertes matérielles subies, qui sont beaucoup plus importantes que celles de la précédente guerre mondiale, car les pertes humaines sont cette fois très sensiblement moins graves. D'autre part, les Français qui se rendent compte de l'abaissement subi par leur pays depuis six ans sont chaque jour plus nombreux.

Mais, on ne peut nier que beaucoup d'erreurs aient été commises depuis dix-huit mois qui, pour beaucoup d'observateurs étrangers, peuvent sembler compromettre un redressement qui tarde à se manifester.

En fait, on ne saurait négliger les secousses terribles subies par le pays depuis six ans. La défaite et l'exode de 1940, l'occupation et la politique à la fois réactionnaire sur le plan intérieur et collaborationniste sur le plan extérieur des hommes de Vichy, les déportations et le travail obligatoire en Allemagne, les représailles allemandes, les propagandes opposées subies pendant plus de quatre ans, la résistance qui, dictée chez le plus grand nombre par le plus pur patriotisme, n'a pas été chez d'autres exempte d'arrière-pensées politiques, tout cela n'a pas manqué de provoquer un trouble profond chez la plupart des Français qui aujourd'hui encore sont désorientés parce qu'ils s'aperçoivent que toutes les espérances qu'avait fait naître une libération survenue dans des conditions de rapidité inespérées, ne se sont pas, et de loin, réalisées.

Peu à peu cependant, les désirs et les idées parfaitement contradictoires qui agitaient les esprits depuis dix-huit mois se décantent et le sens des réalités reprend le dessus. Sans prétendre que la véritable crise qui se manifeste depuis la libération dans un pays à la recherche de son équilibre est sur le point de se terminer, on peut affirmer qu'elle est en voie d'atténuation et que le moment n'est pas éloigné où la France reviendra à une politique raisonnable et conforme aux nécessités impérieuses du moment.

Cette politique ne peut être qu'à l'opposé de celle qui est pratiquée à l'heure actuelle. Pour que la production augmente, il faut qu'elle soit libérée des entraves administratives résultant d'un système de réglementation à tendance de plus en plus étatiste, que la France a hérité de l'occupation allemande. Si un retour immédiat à la liberté est de toute évidence impossible, il faut cependant que les producteurs aient la certitude que la discipline imposée n'est que provisoire et que le retour à des méthodes plus libérales est le but que l'on veut atteindre au fur et à mesure que les circonstances le permettront et notamment dès que la pénurie se fera moins sentir.

Il faut aussi que l'on rétablisse la notion du profit légitime, condition essentielle pour que renaissent l'esprit d'entreprise et le goût du risque.

D'autre part, pour que la France puisse procéder aux investissements considérables qui sont indispensables, il est évidemment nécessaire qu'il y ait de nouveau création et immobilisation de capitaux et cela suppose aussi bien des changements profonds dans la politique fiscale que le renoncement à des expériences de nationalisation, se traduisant en pratique par une véritable spoliation des actionnaires.

L'avenir de l'économie française ne peut être que ce que les Français le feront eux-mêmes. Si une aide étrangère est nécessaire à la France dans l'état actuel des choses, elle ne l'obtiendra que si elle fait une politique qui inspire confiance à ceux qui sont susceptibles de la lui apporter.

La raison principale des errements de la politique française depuis la libération tient pour la plus large part dans le fait que le pays n'a pas été exactement informé de sa situation réelle et qu'on lui a fait espérer un avenir de grandeur en négligeant de lui en indiquer les conditions préalables. Mais comme en France le bon sens finit toujours par reprendre ses droits et que, malgré certaines apparences, le goût du travail et de l'épargne n'a pas disparu, on ne peut pas douter qu'après une des plus graves crises de son histoire, elle sache remonter la pente et reprendre son véritable rang parmi les nations.

Marcel VENTENAT
Ingénieur civil des Mines.